

**Fonction publique.** Le syndicat avait organisé une journée d'étude et de débat en

vue du vote du 4 décembre où 5 millions d'agents sont invités à s'exprimer.

# La CGT veut envoyer un message fort via les élections

■ Dans le cadre des élections de la fonction publique qui se dérouleront le 4 décembre prochain, la CGT avait organisé lundi à la Bourse du travail une journée d'étude et de débat avec comme invité de prestige, l'ancien ministre communiste de la Fonction publique de François Mitterrand, Anicet Le Pors.

Il faut dire que la situation des fonctionnaires, la CGT l'affirme, n'est pas reluisante. « Ici à Béziers nous sommes dans un double contexte, celle de l'austérité voulue par le gouvernement et celle d'une ville pilotée par le FN », constate Serge Ragazzacchi, secrétaire général de l'UD 34 de la CGT. Car qu'on se le dise, pour la santé par exemple, « les salariés sont inquiets, que ce soit au niveau de leur salaire, de leurs conditions de travail ou de la précarité de l'emploi. Ils restent pourtant très attachés à la mission de service public, aux usagers », indique Nathalie Camiochipi, secrétaire générale de la fédération CGT santé. La situation est identique dans les entités territoriales, selon Baptiste Talbot, secrétaire général CGT services public : « Au conseil général ou à la Région, avec la réforme territoriale, ils ne savent pas du tout à quelle sauce ils vont être mangés et sont demandeurs d'informations de la part même des syndicats » « Avec les gels de salaires depuis 5 ans, et le pouvoir d'achat en berne, la situation est grave », embraye Jean-Marc Ca-



A. Le Pors, S. Ragazzacchi, N. Camiochipi, B. Talbot et JM. Canon à la Bourse du travail DR (MIP)

non, secrétaire général UGFF de la CGT.

Anicet Le Pors analyse : « On est dans une période spéciale qui a vu le détachement de l'État nation, la complexification des urbanisations, l'évolution des mœurs, l'éloignement des grandes idéologies, l'homme voulant dominer la nature. Tout ça désormais s'est effondré. Et en attendant la nouvelle donne nous

sommes dans une période trouble de transition. Vous savez, pendant sa mue, le serpent est aveugle. » L'ancien ministre communiste est notamment convaincu que l'âge d'or de la fonction publique est à venir : « On empêchera plutôt la terre de tourner que l'homme de se socialiser. A partir du moment où la prise de conscience viendra, ce sera alors le moment du catalyseur... Mais quand ? Napo-

leon disait : « On s'engage et puis on voit... » »

« Via le nombre d'électeurs le 4 décembre (5 millions) et les dizaines de milliers de candidats sur les listes, cette élection aura un caractère inédit, insiste Serge Ragazzacchi, ce sera l'occasion d'envoyer un message fort au gouvernement et, à Béziers, à la municipalité. »

PEA

**Social.** Un plan a été lancé.

## Le logement social en priorité de la Domitienne

■ Un état des lieux fouillé dresse le tableau de l'habitat sur la Domitienne et révèle une constante sur les huit communes, le déficit de logements sociaux, 3% à peine alors que le Scot (Schéma de cohérence territoriale) préconise presque le triple, comme le souligne le rapport du bureau d'études Urbanis. Le PLHI (Programme local de l'habitat intercommunal) de La Domitienne définit pour une durée de 6 ans, les objectifs et les priorités pour répondre aux besoins en logements, tout en assurant une répartition équilibrée de l'offre et en favorisant la mixité sociale et le renouvellement urbain. En concordance avec le Scot, l'évolution démographique, l'aspect économique, la lutte contre l'étalement urbain, sont autant de com-

posantes à prendre en compte pour mener le plan d'envergure lancé par La Domitienne d'A. Caralp. Par souci d'efficacité, un comité de pilotage chargé de l'élaboration et du suivi du PLHI rassemble tous les acteurs institutionnels. Des ateliers thématiques (photo) ouvrent le débat pour faire émerger les premières orientations. Des questions cruciales sont posées : comment produire du logement social ? Comment l'intégrer dans des opérations immobilières ? Les élus directement concernés attendent des réponses. Si l'on concède qu'il est plus facile de « faire » du logement social dans les zones urbaines, l'engagement de La Domitienne, prête à aider et accompagner ses communes, n'en reste pas moins motivé.

## Société La CGT s'indigne de la fermeture de l'épicerie sociale

En bref

En parallèle avec la journée d'étude et de débat organisée par ses soins à la Bourse du travail lundi, la CGT a rendu publique hier la lettre qu'elle a envoyée le vendredi 21 novembre dernier au maire de Béziers, Robert Ménard, où elle condamne la fermeture de l'épicerie sociale, « décision prise dans un mépris total des organisations syndicales et du personnel. » Le syndicat, par la plume de Yann Nougardé (secrétaire général de la CGT Territoriaux Béziers) interroge le premier magistrat : « Pourquoi n'avez-vous pas saisi le Comité technique paritaire, comme prévu par le statut, afin de recueillir son avis ? De quel accompagnement les agents « nués d'office » sur la structure Elpad ont-ils bénéficié ? Si l'on en croit votre courrier n°009/2014 dans lequel vous nous assurez que « le fonctionnement des instances paritaires obéit à un cadre légal que nous ne saurions discuter », ce n'est pas un manque de connaissances de vos obligations ! Pourtant votre persévérance et votre obstination à passer outre les instances paritaires ou à traverser leurs avis nous posent question. Votre « Révolution municipale » vous autoriserait-elle à ignorer le statut et à agir en dehors du cadre légal ? » « La fermeture de l'épicerie sociale est-elle une illustration de cette « Révolution municipale » fondée sur le mérite et sensée mettre les fonctionnaires territoriaux au travail, en utilisant au mieux leurs compétences ? », poursuit dans la lettre, Yann Nougardé. « Cette fermeture se traduit en effet par l'arrêt d'un service public rendu toute l'année, depuis 20 ans, aux milliers de Biterrois les plus démunis, privés d'emploi, précaires. » Il conclut : « Pour la dizaine de fonctionnaires concernés, ce sont des affectations arbitraires, avec changement de lieux et d'horaires de travail, sans fiche de poste, sans fonction, sans l'aide de la médecine du travail et sans évaluations des risques psychosociaux. Après en avoir promu 193, quelle belle démonstration de la mise au travail des fonctionnaires de catégorie C et de la considération que vous leur témoignez ! Et dans votre constance, vous n'épargnez aucune catégorie. La ville de Béziers aurait-elle un statut des fonctionnaires particulier ? »

## Pratique

**Rédaction et publicité :** 58, allées Paul-Riquet, 34500 Béziers. Téléphone : 04 67 49 10 31. Fax : 04 67 49 17 65. Email : agbeziers@lamarseillaise.fr, beziers.lamarseillaise@gmail.com et bezierspub@lamarseillaise.fr.  
**Rédacteurs :** Pierre-Emmanuel Azam, 04 67 49 89 13, pezam@lamarseillaise.fr; Sébastien Carrabé, 04 67 49 89 14, sgararube@lamarseillaise.fr.  
**Commerciaux :** Bruno Guillot, 04 67 49 89 15; Renaud Laurent, 04 67 49 89 12.

